

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES_Pouilly sur Loire

36 Rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 250213
Code AIOT : 0005402117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES_Pouilly sur Loire implanté Les Rechines Caillotes 58150 Pouilly-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 "Travaux par point chaud". Elle porte notamment sur les mesures de prévention mises en oeuvre par l'exploitant pour accompagner ces travaux à risques, et en particulier l'établissement des permis de feu.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL UNION DE COOPERATIVES AGRICOLES_Pouilly sur Loire
- Les Rechines Caillotes 58150 Pouilly-sur-Loire
- Code AIOT : 0005402117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAL exploite à Pouilly-sur-Loire (58150), un silo de stockage de céréales et installations annexes. Le site est exploité dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 août 2002, complété par un arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2013.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Demande d'action corrective	3 mois
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé deux non-conformités portant sur le contenu des plans de prévention et des permis de feu, faisant l'objet de demandes d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou

<p>d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones à risque ont été notamment identifiées par l'exploitant dans le document relatif à l'évaluation des risques d'explosion et la protection des travailleurs contre les risques d'explosion (DRPCE), document générique du groupe AXEREAL, daté du 26/02/2015. L'annexe 3 présente l'analyse des risques d'incendie. L'annexe 2 comporte un tableau synthétique des zones classées ATEX.</p> <p>Un plan en format A0 est disponible à l'accueil et présente ces risques pour le site de Pouilly-sur-Loire. Il comporte une légende et une partie des consignes de sécurité et fait référence au classeur de consignes de sécurité disponible à l'accueil. Il n'est pas daté.</p> <p>Le jour de l'inspection, certaines zones ATEX repérées sur le plan (3 cases à poussières) ne comportaient pas d'affichage. Ce manquement a été corrigé immédiatement à l'issue de la visite et les justificatifs (photographies) transmises à l'inspection des installations classées le 2 mai 2025.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
<p>Constats :</p> <p>Un classeur est disponible à l'accueil et comprend l'ensemble des consignes de sécurité et d'exploitation.</p> <p>De plus, le DRPCE liste de manière non exhaustive les principales consignes participant à la gestion du risque d'explosion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CS-006 « travaux et zones Atex » précise les mesures spécifiques à prendre pour travailler dans ou à proximité d'une zone classée ATEX - CS-002 : incendie - FS-002 : permis de feu - CS-009 : maintenance générale des sites métiers du grain - CE-001: nettoyage des silos

- CS-013 : sécurité des intervenants extérieurs Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : Les affichages d'interdiction de fumer sont présents sur un panneau A0 présent dès l'entrée du site, sur le portail d'entrée, sur les portes du bureau d'accueil ainsi qu'au pied des silos. Cette interdiction est également présentée dans la check-list d'accueil des nouveaux arrivants. Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : L'exploitant dispose de plans de prévention avec les entreprises extérieures. Ces plans sont gérés de manière annuelle par le siège d'AXEREAL pour l'ensemble des sites. Localement, les permis feu sont établis pour tout travail par point chaud, tant en interne qu'en externe. Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du Code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]
Constats : Dans le DRPCE, il est bien mentionné qu'un plan de prévention et de coordination est établi selon les prescriptions des articles R 4532-9, R 4511-1 et suivants du Code du travail. Il est adressé à toutes les entreprises intervenant sur les sites du groupe AXEREAAL de façon habituelle ou ponctuellement pour réaliser des travaux de construction ou dangereux. Le site ne dispose pas de plan d'opération interne. Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
Prescription contrôlée : Article R. 4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. les instructions à donner aux travailleurs ; 4. l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
Constats : Le plan de prévention consulté est générique. Il recense l'ensemble des risques sur site. Pour la partie explosion et incendie, il est indiqué que l'entreprise extérieure doit se munir d'un extincteur. Il est également stipulé que la surveillance des locaux pendant et surtout après les travaux doit être systématique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 1 : Il sera précisé dans le plan d'intervention qui réalise la surveillance pendant les travaux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le carnet des permis de feu signés les années précédentes a été présenté.</p> <p>Il est à noter que la trame de permis de feu a évolué récemment. Les permis feu étaient jusqu'ici valables 5 j d'affilée. Ils ne sont désormais valides que sur une seule journée de travail.</p> <p>Les permis de feu sont utilisés pour toute intervention avec point chaud, en interne comme en externe.</p> <p>De manière générale, les travaux avec point chaud sont réalisés le plus possible en extérieur pour diminuer les risques.</p> <p>Les permis de feu sont remplis sur le lieu même de l'intervention.</p> <p>Dans le paragraphe sur les précautions nécessaires, il est indiqué que le sol est balayé de toute matière combustible et qu'un extincteur est placé à proximité du chantier.</p> <p>Les responsabilités des entreprises utilisatrices et extérieures ne sont pas clairement explicitées. De ce fait, chacune pourrait penser que la tâche incombe à l'autre, par exemple pour la fourniture de l'extincteur.</p> <p>Dans la check-list, la surveillance pendant les travaux n'est pas identifiée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 2 :</p> <p>La trame de permis de feu sera modifiée pour expliciter les rôles de chaque entreprise et mention sera apportée sur la spécificité du nettoyage en silo (balai proscrit).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée :

<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]</p> <p>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le recours à de la sous-traitance par un sous-traitant est très exceptionnelle. Dans ce cas, le sous-traitant le notifie à AXEREAAL et un plan de prévention est signé.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel est formé à la manipulation des extincteurs, de manière régulière. Le suivi des formations est réalisé par le service RH du groupe.</p> <p>Par ailleurs, un livret d'accueil est remis à tout travailleur saisonnier. Ce livret comporte les consignes de sécurité. Le travailleur temporaire a par ailleurs accès à un e-learning et un quizz est réalisé à son arrivée. Un accompagnement par le chef de site est de plus mis en place le jour de l'arrivée avec un document d'habilitation, par check-list.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Surveillance fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance de fin de travaux est réalisée 2 h après les travaux par le chef du site et tracée dans</p>

les permis de feu.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite